

AIDBU vs DBB : Les dessous des divergences somme toute "conciliables"

@rib News, 26/02/2013 BURUNDI-DIASPORA AppelÃ©s Ã contribuer davantage au dÃ©veloppement de leur pays. Le Nouvel Afrique, 15 fÃ©vrier 2013 Par JÃ©rÃ©me BIGIRIMANA Le rÃ´le de la diaspora dans le dÃ©veloppement du Burundi est de plus en plus reconnu par le gouvernement de ce pays. Ainsi, les Burundais de la diaspora en gÃ©nÃ©ral et ceux vivant en Belgique en particulier tentent, parfois sur fond de divergences, de s'organiser en associations plus solides et plus actives afin de rendre plus efficace leur contribution. Le Nouvel Afrique est allÃ© Ã la rencontre de deux jeunes associations, la DBB et l'Ã©tymologie AIDBU-Belgique. A peine lancÃ©es, elles rivalisent d'Ã©nergie dans leurs projets au bÃ©nÃ©fice de la diaspora elle-mÃªme et de leur pays d'origine. Les Burundais de Belgique sont d'Ã©jÃ Ã quatre associations : la CommunautÃ© Burundaise de Belgique (CBB), l'Organisation de la Diaspora Burundaise du Benelux (ODBB), la Diaspora Burundaise de Belgique (DBB) et l'Action Internationale de la Diaspora Burundaise-Belgique (AIDBU-Belgique). Ce sont ces deux derniÃ©res que nous avons visitÃ©es et qui sont plus actives faisant souvent la Une des mÃ©dias en ligne. Pour quelle raison ?

D'une part, le gouvernement burundais, Ã travers les dÃ©placements rÃ©cents du ministre des Relations ExtÃ©rieures et de la CoopÃ©ration internationale, M. Laurent KAVAKURE, appelle la diaspora burundaise Ã investir dans le pays. Un devoir patriotique auquel la diaspora situÃ©e souvent auprÃ©s des sources de fonds, de science et de la technologie, ne saurait se soustraire. D'autre part, c'est surtout aprÃ©s la confÃ©rence internationale de la diaspora burundaise tenue Ã Bujumbura en juin dernier que les choses semblent s'accroÃ®tre. En effet, cette confÃ©rence a mis en place une « Action Internationale de la Diaspora Burundaise », AIDBU, une organisation dont certains doutent de son indÃ©pendance vis-Ã-vis du pouvoir de Bujumbura compte tenu de l'appartenance politique de ses dirigeants, surtout de son prÃ©sident Japhet-Regentil NDAYISHIMIYE, en mÃªme temps prÃ©sident du CNDD-FDD (NorvÃ©ge) et Ã des conditions de sa mise en place. Des divergences conciliables Ne se sentant pas reprÃ©sentÃ©s dans l'AIDBU, certains membres ont vite crÃ©Ã© une diaspora burundaise de Belgique (DBB) qui se veut « apolitique, indÃ©pendante et plus inclusive ». A travers son communiquÃ©, aprÃ©s l'assemblÃ©e constituante du 27 octobre 2012, la DBB affirme sa neutralitÃ© politique et son indÃ©pendance vis-Ã-vis de tout pouvoir prÃ©sent ou Ã venir. « Le PrÃ©sident et le Vice-PrÃ©sident ne peuvent au cours de leur mandat exercer une responsabilitÃ© dans un parti politique burundais. En plus, la DBB gardera sa neutralitÃ© politique et son indÃ©pendance, ne combattrÃ© jamais un gouvernement ou un parti politique quelconque », renchÃ©rit le professeur LibÃ©rat NTIBASHIRAKANDI, prÃ©sident de la DBB (photo de gauche). « C'est du chantage. NTIBASHIRAKANDI lui-mÃªme a participÃ© Ã toutes les rÃ©unions de mise en place de l'AIDBU sauf celle de Bujumbura. AIDBU-Belgique est aussi une ASBL apolitique. Il faut lire nos statuts. Et dire que certains membres appartiennent Ã un parti politique, c'est tout Ã fait normal. Les membres DBB, Ã commencer par leur prÃ©sident mÃªme, peuvent-ils affirmer qu'ils n'appartiennent Ã aucun parti politique burundais ? Quant Ã Japhet, pour moi, ce n'est pas incompatible d'Ãtre en mÃªme temps prÃ©sident AIDBU et prÃ©sident CNDD-FFDD (NorvÃ©ge) », estime Mme LÃ©oncie CIZA, prÃ©sidente de l'AIDBU-Belgique (photo de droite). Dans les milieux de la diaspora burundaise, beaucoup craignent cette rivalitÃ© acharnÃ©e qui augure un retour au clivage ethnique et/ou politique. Mais, des deux cÃ´tÃ©s, les deux dirigeants tranquilisent. « Nous ne sommes pas dans une concurrence avec DBB. Chacun s'organise comme il l'entend. C'est le droit d'association Ã chacun. L'important pour nous avons tous un mÃªme objectif : contribuer au dÃ©veloppement de notre chÃªre patrie. Nous aurons besoin d'eux, et ils auront besoin de nous certainement », espÃ©re Mme CIZA. Et face aux critiques suscitÃ©es par la crÃ©ation de l'AIDBU, NTIBASHIRAKANDI apaise lui aussi et veut aller au delÃ© des divergences : « la DBB est une organisation ouverte Ã tout burundais de la diaspora en Belgique y compris Ãvidemment nos amis de l'AIDBU. Nos divergences ne sont pas inconciliables. Nous sommes ouvert Ã tout dialogue et nous envisageons de nous concerter avec eux », a rassurÃ© prof. NTIBASHIRAKANDI. Ces propos Ãvidemment tranquilisent une partie de la diaspora burundaise de Belgique qui Ã©tait en mal de choisir Ã quelle organisation des deux appartenir. Mais, ils continuent de dÃ©plorer une diaspora divisÃ©e ainsi qu'une dispersion d'actions et de moyens pour des objectifs et public cible identiques. Bien que faisant partie du problÃ©me, prof. NTIBASHIRAKANDI propose une solution : bien avant mÃªme la crÃ©ation de la DBB, dans son article « Pleadoyer pour une politique de reconstruction du Burundi basÃ© sur un programme de reconstruction bien pensÃ© », paru en avril 2007, proposait de crÃ©er une synergie Burundi-diaspora. Aujourd'hui, il pousse son idÃ©e plus loin en suggÃ©rant une fÃ©dÃ©ration des actions des associations de la diaspora burundaise pour mutualiser et faire valoir leurs expÃ©riences. Possible synergie ou fÃ©dÃ©ration entre la DBB et l'AIDBU-Belgique ? « Eh oui ! pourquoi pas ? » NTIBASHIRAKANDI mÃªme a tÃ©lÃ©phonÃ© pour une premiÃ©re fois depuis qu'ils ont crÃ©Ã© la DBB et on a changÃ© de sujets. Malheureusement, on n'a pas pu trouver un compromis sur la journÃ©e du 09 fÃ©vrier oÃ¹ l'AIDBU avait prÃ©vu une journÃ©e d'Ã©changes de vÃ©ux », nous a rÃ©vÃ©lÃ© Mme Ciza. Leurs projets Quoi qu'il en soit, malgrÃ© ces premiers rÃ©sultats une diaspora active se profile. Selon les tÃ©moignages de certains des membres DBB, alors que la diaspora burundaise a Ã©tÃ© pendant longtemps marquÃ©e par l'exclusion politique et/ou ethnique, ils observent aujourd'hui au sein de leur organisation, une solidaritÃ© tous azimuts sans clivage ethnique ou rÃ©gional. Ntibashirakandi s'estime lui-mÃªme le premier heureux : « C'est vraiment Ã©difiant ! Tenez ! Mes compatriotes qui me considÃ©raient comme un extrÃ©miste tutsi, sont aujourd'hui devenus des amis avec qui je partage la vision de la DBB », s'enthousiasme le prÃ©sident de la DBB. Par ailleurs, l'organisation des vÃ©ux du nouvel An par chacune des deux organisations sera sans doute un Ã©vÃ©nement inÃ©dit. « Du jamais vu ! On s'organisait jusqu'ici entre familles ou groupes ethniques mais jamais une organisation burundaise ne nous avait rassemblÃ©s, encore moins notre Ambassade », s'enthousiasme M. Gaetan NDARUZANYE en Belgique depuis 10 ans. Deux projets phares de l'AIDBU viennent de commencer au 1er janvier 2013. Il s'agit du projet « Trois euros/Trois dollars », une contribution mensuelle demandÃ©e Ã chaque membre afin de constituer un fonds de fonctionnement. Mais Ãgalemment, le projet « Diaspora sans vacances » vient d'Ãtre lancÃ©. Il vise Ã appuyer les institutions publiques et privÃ©es, les PME, ASBL, etc. dans leur recherche de compÃ©tences scientifiques et techniques. La prÃ©sidente de l'AIDBU-Belgique s'est Ã©galement rendue sur terrain (au Burundi) pour dÃ©clarer

besoins en formations. D'autres initiatives viennent de la DBB. NTIBASHIRAKANDI a commencé à réunir les professionnels de l'éducation surtout ceux qui dispensent les sciences fondamentales afin d'aider à relever le niveau des élèves et des enseignants des classes terminales des humanités générales et techniques au Burundi. En effet, le niveau de l'enseignement au Burundi se dégrade depuis environ deux décennies et le niveau général des élèves est trop faible par de nombreux experts de l'éducation. D'autres projets envisagés par la DBB consistent en une ouverture prochaine d'un centre culturel burundais, l'organisation des rencontres sportives et culturelles entre les membres de la diaspora et le plaidoyer au sein du gouvernement burundais pour l'acquisition des terrains à bâtir en faveur de la diaspora burundaise. Enfin, les burundais de la diaspora pourront bientôt obtenir leurs passeports biométriques auprès des ambassades du Burundi dans leurs pays de résidence. Une réclamation formulée par la DBB, mais que réfute la présidente de l'AIDBU-Belgique. « Une réclamation de la DBB ? Je ne pense pas ! La question était bien avant soumise par la diaspora au gouvernement. » NTIBASHIRAKANDI aurait peut-être rappelé la question. Mais le ministre KAVAKURE avait déjà la réponse positive en poche, précise la présidente de l'AIDBU-Belgique. Ce qui est sûr est que selon le site d'informations arib.info, la question de nouveaux passeports a été évoquée pour la première fois en avril 2012 lors d'une rencontre entre l'Ombusman Mohamed Rukara et la diaspora. L'Ombusman promettait, à cette rencontre, de soumettre cette question au gouvernement et de trouver une solution qui avantagerait la diaspora. Le cadre politique des actions envisagées par la diaspora burundaise L'Union Africaine, considérant la diaspora comme la 6^e région d'Afrique, a appelé en janvier 2012 les gouvernements africains à mieux impliquer les membres de la diaspora dans le développement de leur pays d'origine. C'est ainsi qu'un premier sommet mondial de la diaspora a été tenu en Afrique du Sud le 25 mai 2012 sous l'égide de l'UA. Un son de cloche entendu par le gouvernement burundais qui avait créé, depuis 2010, un département de la diaspora au sein du ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale. Et un projet de loi visant à promouvoir l'engagement de la diaspora burundaise promet des avantages alléchants à « la diaspora qui doit être favorisée, renforcée et visible », selon ce projet de loi. Le gouvernement burundais prévoit par exemple de faciliter les transferts d'ordre matériel et technologique grâce à des modalités de douanement assouplies. De plus, selon Bujumbura, une représentation des Burundais de l'étranger devra être assurée au Parlement afin d'être représentés pour que leurs besoins et leurs intérêts soient discutés et défendus au niveau politique. Cependant, selon toujours ce projet de loi, cette offre devra être précédée par une meilleure connaissance du nombre et du profil des Burundais de l'étranger. Pour les connaître, le gouvernement va créer une base de données pour les identifier, et cette base sera complétée au fur et à mesure par des missions diplomatiques burundaises à l'étranger. Bujumbura voudra également mieux connaître le volume des transferts de fonds de la diaspora, et devra encourager ces transferts notamment en réduisant les coûts. Telle la volonté affichée par le pouvoir de Bujumbura afin de mieux coopérer avec les organisations de la diaspora burundaise. Reste à la diaspora de transcender leurs divergences pour mettre en avant des intérêts communs. Mais, Bujumbura devra également plus convaincre, d'une part, certains membres de la diaspora à l'utilisation de leurs données par un gouvernement qui les force à l'exil. D'autre part, la bonne gestion des fonds collectés par la diaspora laisse également sceptiques que nous sommes, le Burundi étant classé 165^e dans le classement mondial de corruption perçue sur 176 pays étudiés par l'ONG Transparency International. [FIN]